

Résumé des coprésidents

***Dialogue intergénérationnel de haut niveau pour marquer le 20^e anniversaire de la résolution du
Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU) 1325 :
Leçons pour le leadership sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité – passé, présent et
futur
Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité***

Organisé conjointement par l'Uruguay et le Canada
Webinaire en ligne par Zoom
15 juillet 2020
9 h 30 à 11 h (HAE/GMT-3)

Introduction

L'année 2020 a été remarquable. Tous les États membres ont été confrontés à des défis sans précédent en matière de paix et de sécurité, particulièrement avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19. 20 ans après le lancement du programme pour les FPS par la résolution emblématique 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ces défis présentent également d'importantes possibilités pour les États membres d'intégrer plus efficacement et concrètement le programme pour les FPS dans leurs stratégies de sécurité nationale, et plus particulièrement dans leurs efforts de réponse à la COVID-19 et les mesures de rétablissement.

Les directives de la santé publique ont empêché le Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS (le réseau) de se réunir en personne en 2020 à Ottawa, au Canada. Le Canada et l'Uruguay, en tant que coprésidents du réseau, organisent plutôt une série de réunions en ligne en 2020. Cette série a été lancée le 13 mai 2020 avec une session spéciale du réseau sur la COVID-19, afin de permettre aux coordonnateurs du programme pour les FPS d'avoir des nouvelles des femmes qui œuvrent pour la paix en première ligne de la pandémie. [Le document de synthèse de cette réunion a été partagé avec les coordonnateurs du programme pour les FPS et peut être consulté à nouveau [ici](#)].

Le présent résumé présente les points saillants de l'événement de haut niveau du réseau organisé par les coprésidents, le Canada et l'Uruguay, qui s'est déroulé le 15 juillet 2020. Le dialogue intergénérationnel a permis de réfléchir aux progrès et de tracer une voie pour l'avenir du programme pour les FPS à l'occasion de son 20^e anniversaire. L'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, Jacqueline O'Neill, a joué le rôle de modératrice et les ministres des Affaires étrangères du Canada et de l'Uruguay ont ouvert l'événement. Des jeunes femmes activistes de Syrie, de Colombie et du Canada ont ensuite été invitées à se joindre au vice-premier ministre de Namibie, un des architectes initiaux de la RCSNU 1325, pour un dialogue sur les origines, l'évolution et l'avenir du programme pour les FPS. Leur discussion a exploré les moyens pratiques que peuvent prendre les coordonnateurs du programme pour les FPS pour faire preuve de leadership et prendre des mesures concrètes afin de faire avancer ce programme en 2020 et au-delà.

La plateforme de webinaire Zoom pour cet événement a été soutenue techniquement par le secrétariat du réseau des coordonnateurs d'ONU Femmes. Une interprétation simultanée a été offerte aux

participants en anglais, en français et en espagnol. Une interprétation en langue des signes américaine (ASL) a également été assurée à l'écran pendant les débats.

Principaux conférenciers :

- **François-Philippe Champagne**, ministre des Affaires étrangères du Canada
- **Francisco Bustillo**, ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay
- **Maria-Noel Vaeza**, directrice régionale des programmes pour l'Amérique latine, ONU Femmes
- **Netumbo Nandi-Ndaitwah**, vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la Namibie
- **Ledys Sanjuan**, responsable de la communication et du plaidoyer, FRIDA | The Young Feminist Fund
- **Nujeen Mustafa**, auteure et militante des droits des personnes handicapées et réfugiées
- **Autumn Peltier**, activiste autochtone, Canada

Séance d'ouverture

L'ambassadrice du programme pour les FPS pour le Canada, **Jacqueline O'Neill**, a accueilli les coordonnateurs et les invités de marque. Le ministre canadien des Affaires étrangères, **François-Philippe Champagne**, a prononcé le discours d'ouverture en soulignant le rôle remarquable que joue le réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS en tant que force mondiale pour rendre possible un changement réel. Un avenir plus durable, plus vert et plus résilient, et l'idée de mieux reconstruire doivent être fondés sur notre compréhension de la sécurité et sur ce que le programme pour les FPS nous demande de faire. Nous constatons que les femmes et les filles sont en première ligne de la pandémie de COVID-19, et que cela a un impact disproportionné sur leur sécurité.

Le ministre Champagne a exprimé la gratitude du Canada envers son grand partenaire et coprésident du réseau, l'Uruguay, et a déclaré qu'il se réjouissait de travailler en étroite collaboration avec le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, M. Bustillo. Il a souhaité la bienvenue aux jeunes militantes et a reconnu le rôle inspirant de la vice-première ministre namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah, qui était présente lors de la création de la RCSNU 1325. Le programme pour les FPS encourage les solutions locales et le leadership local, et le ministre a souligné que ceux-ci sont très importants dans notre réponse à la pandémie. À cette fin, le ministre Champagne a annoncé que le Canada s'engageait à verser 8,3 millions de dollars supplémentaires aux femmes qui travaillent à la consolidation de la paix sur le plan local. Une solution unique ne convient pas à tous dans ce monde complexe, et nous devons reconnaître que les femmes, dans toute leur diversité, continuent de se heurter à des obstacles à une paix et à une sécurité véritables.

Lorsque le Canada est devenu coprésident de ce réseau, nous savions que 2020 serait une année charnière : le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le 25^e anniversaire de la conférence de Beijing et le 75^e anniversaire de la Charte des Nations Unies. 2020 a également apporté un certain nombre de surprises et de défis. La pandémie de COVID-19 touche désormais tous les aspects de nos vies, et nous avons également une conversation mondiale sur les impacts du racisme systémique. Nous sommes impatients d'entendre les jeunes panélistes et de nous laisser inspirer par elles, non pas en tant que leaders de demain, mais en tant que leaders d'aujourd'hui. En ces temps difficiles, vos points de vue sur la voie à suivre sont les bienvenus et une discussion intergénérationnelle sur le programme pour les FPS offre une occasion extraordinaire d'apporter des changements positifs.

Francisco Bustillo, ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, a également prononcé le discours d'ouverture du réseau. Il a adressé ses plus vifs remerciements à ceux qui ont participé à l'élaboration de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et qui, au cours des 20 dernières années, ont travaillé dur pour élargir et approfondir ce programme, et qui s'efforcent chaque jour de résoudre les conflits, de rendre la paix durable et de construire des sociétés pacifiques, tolérantes et inclusives.

Le ministre Bustillo a déclaré que c'était un honneur de coprésider le réseau avec le Canada en 2020, non seulement en raison de l'anniversaire que nous commémorons, mais aussi en raison des circonstances particulières dans lesquelles nous vivons, encadrés par les effets de la COVID-19, et de la conscience nouvellement éveillée de nombreuses personnes dans le monde de la nécessité de mettre fin à la discrimination, au racisme, à la violence et l'inégalité liées au genre, à l'intolérance et à l'exclusion sociale.

L'engagement du gouvernement uruguayen en faveur du programme pour les femmes, la paix et la sécurité est dû en grande partie à son esprit multilatéral, mais il a également de profondes racines régionales et nationales. Le réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS a aidé l'Uruguay à développer son propre plan d'action national, en apprenant des expériences des autres membres. Cela renforcé la confiance de l'Uruguay dans sa capacité d'apporter des contributions tangibles sur le plan international, comme par le déploiement de plus de femmes dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de l'initiative Elsie. De même, la réunion de décembre 2019 organisée par l'Uruguay et le Canada à Montevideo, *Possibilités du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en Amérique*, devrait être un tournant dans la façon dont l'Amérique, avec toute sa diversité et ses traits uniques, se rattache à ce programme et pourrait aider à la création d'une vision régionale.

Le ministre Bustillo a déclaré que nous devons ouvrir nos esprits à l'importance du programme pour les FPS non seulement dans les situations de conflit ou post-conflit, mais aussi pour l'édification et la durabilité de sociétés pacifiques, tolérantes et inclusives. C'est fondamental pour la région de l'Amérique où la violence et l'inégalité entre les genres sont un dénominateur commun. Nous devons prêter attention à la manière dont le programme pour les FPS recoupe et complète d'autres programmes comme les *objectifs de développement durable* et la *convention de Belém do Pará*, afin de s'attaquer aux causes structurelles de l'inégalité entre les genres et à sa relation avec la violence fondée sur le genre.

Le ministre a conclu que, même si le chemin qui nous attend est semé d'embûches, nous pourrions continuer à progresser si les gouvernements travaillent en étroite collaboration les uns avec les autres et harmonisent leurs efforts avec ceux de la société civile. En voyant cette mobilisation continue pour l'avenir du programme pour les FPS, soutenu par une nouvelle génération de leaders dévoués rejoignant ce dialogue intergénérationnel, nous pouvons envisager les vingt prochaines années avec enthousiasme et confiance.

Maria-Noel Vaeza s'est ensuite adressée au public au nom d'ONU Femmes. Elle a noté que la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies est emblématique pour de nombreuses raisons, notamment parce que c'est la première fois que nous avons entendu le terme « genre » dans le contexte du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aujourd'hui, ONU Femmes fait pression pour que le Conseil de sécurité de l'ONU entende les « jeunes » et se réjouit de célébrer et de travailler avec les jeunes leaders qui représentent l'avenir. Beaucoup de ceux qui travaillent sur les questions du programme pour les FPS sont sur le point de prendre leur retraite, il est donc important de faire appel aux nouvelles générations. Les forums et le dialogue intergénérationnels et intersectionnels sont essentiels pour parvenir à la paix et à la sécurité. Encourager la diversité dans ces dialogues est le moyen de construire l'acceptation et la tolérance. De même, les plans d'action nationaux du programme pour les FPS devraient être au cœur de

la consolidation de la paix. Ils peuvent promouvoir des stratégies nationales et locales de consolidation de la paix, et renforcer notre engagement envers les personnes qui travaillent pour la paix, notamment en reconnaissant leurs efforts sur les plans national et local.

Discussion intergénérationnelle à l'occasion de l'anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'ambassadrice Jacqueline O'Neill a remercié ONU Femmes et les ministres des Affaires étrangères de l'Uruguay et du Canada pour leurs remarques fortes en faveur du programme pour les FPS. Aux ministres des Affaires étrangères, elle a dit : « Nous parlons depuis si longtemps dans ce domaine du manque de volonté et d'engagement politiques, et de l'omission des hauts responsables de *se présenter* ... votre présence ici, tous les deux, revêt vraiment une grande importance. »

L'ambassadrice O'Neill a ensuite accueilli les panélistes et leur a demandé de répondre en un mot à cette question : « Imaginez-vous dans dix ans... Pensez-vous que les femmes, dans toute leur diversité, auront plus, autant ou moins d'accès et de capacité à exercer leurs droits? » La vice-première ministre (DPM) Netumbo Nandi-Ndaitwah et Autumn Peltier ont toutes deux répondu : « Plus. » Nujeen Mustafa et Ledys Sanjuan ont répondu : « À peu près autant. »

La **vice-première ministre Nandi-Ndaitwah** a été la première intervenante et l'ambassadrice O'Neill a fait remarquer que beaucoup l'appellent la « grand-mère de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies ». Non seulement elle a joué un rôle dans l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, de la résolution 1325, sous la présidence de la Namibie, il y a 20 ans, mais elle était également présente à Beijing, il y a 25 ans, comme rapporteur général de la 4^e conférence mondiale sur les femmes, « où les graines du programme pour les FPS ont été semées ». L'ambassadrice O'Neill a demandé à la vice-première ministre : « Qu'est-ce que notre public et les autres panélistes seraient surpris d'apprendre sur le parcours qui a conduit le Conseil de sécurité à adopter la résolution 1325, il y a 20 ans? »

La **DPM Nandi-Ndaitwah** a rappelé que lors de sa campagne pour le Conseil de sécurité des Nations Unies en 1999, la Namibie était déterminée à apporter une contribution très durable et positive à la paix si elle était élue. À l'époque, la Namibie n'était indépendante que depuis 9 ans et le Conseil de sécurité des Nations Unies avait joué un rôle dans son indépendance. Pendant la lutte de la Namibie pour son indépendance, il n'y avait aucun domaine où les femmes ne participaient pas. L'équipe de négociation comprenait la DPM et d'autres femmes leaders de l'époque, car la Namibie a pris conscience du rôle important que les femmes peuvent jouer si elles sont considérées comme des actrices et pas seulement comme des victimes.

Lorsque la Namibie a abordé la question du programme pour les FPS au Conseil de sécurité, la réaction a été très négative. La réponse a été que les discussions sur les femmes et la paix ne relevaient pas du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais plutôt de l'ECOSOC. Mais les agences de l'ONU et la société civile se sont unies pour inciter le Conseil de sécurité à considérer le rôle important que les femmes peuvent jouer dans la prévention, la consolidation et le maintien de la paix. Le 31 octobre 2000, la résolution 1325 sur les femmes et la paix a été adoptée par le Conseil de sécurité. C'était la première fois que l'attention du monde était attirée sur le fait que les femmes peuvent apporter une valeur ajoutée à la prévention de la guerre et à la construction de la paix, plutôt que d'être uniquement considérées comme des victimes de la violence pendant les conflits. La DPM a fait remarquer que même si nous n'avons pas fait autant de progrès que nous le souhaitons et que nous avons encore un long chemin à

parcourir, le fait est que nous ne sommes plus là où nous en étions il y a 20 ans. Nous avons avancé, c'est pourquoi elle a affirmé qu'il y aurait des progrès dans 10 ans.

La DPM Nandi-Ndaitwah a remercié ses bons amis, les ministres des Affaires étrangères du Canada et de l'Uruguay, notant que « les déclarations que vous avez faites aujourd'hui sont une assurance que nos compatriotes masculins nous ont rejoints ». Elle a observé que, par le passé, même si un dirigeant masculin était coprésident, il délégait généralement cette responsabilité à une collègue féminine : « le fait que vous preniez la responsabilité d'être ici vous-mêmes et de faire ces déclarations nous donne l'espoir que nous allons dans la bonne direction ».

La vice-première ministre a également noté que de nombreux pays ont maintenant adopté un plan d'action national sur les femmes et la paix, et elle a été particulièrement heureuse d'entendre que le nouveau plan d'action de l'Uruguay s'efforcera d'assurer que des ressources soient disponibles pour sa mise en œuvre. Pour marquer le 20^e anniversaire de la RCSNU 1325, la Namibie lancera son Centre des femmes pour la paix et elle a invité tout le monde, en particulier les coordonnateurs du programme pour les FPS et les coprésidents, à y participer.

Bien que le fait d'être à l'origine de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies soit important pour la Namibie, la DPM namibienne a déclaré que ceux qui y adhèrent sont tout aussi importants, voire plus. Si vous lancez quelque chose, mais que personne n'y adhère, cela n'a aucun sens. Elle a appelé le public à considérer le programme pour les femmes et de la paix comme leur propre programme dans leurs pays, dans les organisations multilatérales et sur le plan bilatéral. La Namibie continuera à jouer un rôle en tant que membre de notre village mondial. En conclusion, la DPM Nandi-Ndaitwah a déclaré qu'elle était impressionnée par le fait que les coprésidents du réseau aient organisé cet événement en cette période difficile pour célébrer les 20 ans de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'ambassadrice O'Neill a fait remarquer que certaines personnes demandent si le programme pour les FPS est principalement une idée féministe occidentale, et elle est fière de leur dire que la Namibie était présidente du Conseil de sécurité des Nations Unies lorsque la résolution 1325 a été adoptée, et que le Bangladesh était également un leader dans les premières étapes du programme pour les FPS. Elle a ensuite accueilli la deuxième panéliste, **Ledys Sanjuan**, qui travaille en tant que militante féministe numérique en Colombie et au Fonds mondial pour les féministes (FRIDA) afin de garantir que les femmes, les filles et les jeunes transgenres puissent influencer les décisions concernant la paix et la sécurité. L'ambassadeur a demandé à Mme Ledys d'indiquer les plus grandes questions sur lesquelles elle se concentre, et d'exprimer si elle a trouvé que le programme pour les FPS (y compris les résolutions et les plans d'action nationaux) était un outil utile dans son travail.

Mme Sanjuan a déclaré qu'il ne fait aucun doute que pour toutes les jeunes féministes du Sud, la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a créé un précédent inestimable pour ouvrir le débat sur l'inclusion des filles et des jeunes femmes dans tous les aspects de la construction de la sécurité. C'est grâce à cette résolution et à l'incroyable travail que d'autres femmes et féministes ont accompli avant nous que nous pouvons revendiquer une plateforme et nous présenter à la table des négociations pour dire que nous avons besoin d'un espace pour parler.

Elle a expliqué que l'analyse de l'intégration de la dimension de genre a permis aux jeunes femmes d'avoir un espace pour dire : « Nous avons besoin que vous écoutiez quels sont nos besoins et quelles sont les

réalités particulières qui existent dans ce contexte ». Cependant, la réalité des jeunes filles et des femmes, ainsi que des jeunes transgenres, est très différente, et l'inclusion de ces voix dans l'élaboration des politiques en matière de paix et de sécurité pose encore de nombreux problèmes. Même après que les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies aient souligné le problème de la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) dans les conflits armés et formulé des recommandations spécifiques pour y remédier, les corps des jeunes femmes, des jeunes filles et des jeunes transgenres restent le butin de la guerre. Les jeunes femmes autochtones des zones rurales sont très vulnérables. Leurs communautés sont les premières à subir une forte présence de l'État, qu'il s'agisse de la police ou de l'armée, avant, et bien plus rapidement, que tout investissement dans l'éducation et les mesures culturelles et sociales, ou tout ce qui investit dans l'avenir et vous dit « hé, vous êtes important et vous comptez ». Plus précisément, bien que les personnes LGBT soient victimes de VSFG, de déplacements et de dénuement, elles sont à peine reconnues en raison de leur sexualité et de l'expression de leur genre. Dans l'ensemble, les jeunes LGBT sont une voix importante dans le rétablissement de la paix, mais ils restent pratiquement absents des processus et sont des victimes tragiques de la guerre dans le monde entier.

Les jeunes féministes agissent et s'expriment contre la guerre et s'engagent dans le maintien de la paix. Leur maintien de la paix n'est pas considéré comme tel, mais plutôt comme une forme d'activisme, et n'est pas reconnu dans les définitions traditionnelles des opérations de maintien de la paix. Par exemple, FRIDA soutient un groupe en Colombie qui travaille avec des jeunes femmes qui ont été démobilisées du conflit. C'est une façon de rejoindre les réalités des femmes des FARC, des femmes qui subissent la violence; des femmes, des jeunes trans et des jeunes femmes de Bogota qui subissent la violence urbaine. Ce type d'activisme n'est pas considéré comme un maintien de la paix, bien qu'il s'agisse d'un moyen précieux de rejoindre les réalités similaires de la violence dans la ville et de la violence dans d'autres espaces. C'est une façon de valoriser la diversité et d'unir ces causes.

Mme Sanjuan a observé qu'il y a un manque extrême de possibilités, en particulier pour les jeunes femmes noires, autochtones, rurales et celles qui vivent dans une extrême pauvreté, d'accéder aux aspects éducatifs, sociaux et culturels qui sont essentiels pour atteindre la paix. Il s'agit d'un message essentiel que les femmes disent depuis longtemps, et qui est important pour les jeunes féministes. En regardant vers l'avenir, nous constatons que le système ne nous offre pas les possibilités dont nous avons besoin. Nous les construisons donc nous-mêmes ainsi que des voies de rechange qui répondent à nos besoins.

S'adressant à **Nujeen Mustafa**, l'ambassadrice O'Neill lui a demandé de raconter son parcours de réfugiée de Syrie à auteur et militante pour les personnes vivant comme réfugiées et les personnes handicapées. Mme Mustafa a déclaré que sa motivation venait du fait qu'elle voyait que personne ne faisait ce travail, que personne ne parlait au nom des femmes, des femmes réfugiées et des femmes handicapées. Pendant son voyage, qui n'était souvent pas en sécurité, elle avait de la difficulté à accéder aux services les plus élémentaires, comme les toilettes. Elle s'est rendu compte à quel point les personnes handicapées étaient négligées lors de la conception et de la mise en œuvre des plans d'urgence. Mme Mustafa a vécu toute sa vie en étant sous-estimée et considérée comme quelqu'un qui n'irait jamais nulle part dans sa vie, comme quelqu'un dont chaque réalisation est une énorme surprise pour tous ceux qui l'entourent. Ce fut un choc dans sa propre communauté quand ils ont réalisé qu'elle parlait anglais, qu'elle l'avait appris et s'était instruite chez elle. Elle a déclaré que sa soif de faire ses preuves était son facteur de motivation ainsi que le désir de défendre des personnes comme elle et de leur dire qu'elles comptent et qu'on les voit.

L'ambassadrice O'Neill a ensuite présenté Autumn Peltier, une championne autochtone canadienne de l'eau potable, qui est Anishinaabe-kwe et membre de la Première Nation Wiikwemkoong. Mme Peltier est une championne de l'eau et a été appelée « guerrière de l'eau ». En 2018, à l'âge de treize ans, elle s'est adressée aux dirigeants mondiaux à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question de la protection de l'eau. L'ambassadrice O'Neill a demandé à Mme Peltier de partager son point de vue sur le leadership des femmes et en particulier son expérience du leadership traditionnel des femmes.

Mme Peltier a déclaré que les femmes occupent une place très importante dans sa culture et ses croyances. Dès que les femmes naissent, on leur confie automatiquement la responsabilité de s'occuper de la terre et de l'eau. Les femmes sont des porteuses d'eau, car nous portons la vie dans l'eau pendant neuf mois. Lorsque nous sommes dans le ventre de notre mère en tant que bébés, le premier enseignement que nous apprenons, c'est la façon d'aimer notre mère et d'aimer l'eau. C'est pourquoi les femmes sont si liées à l'eau dans sa culture et elle est une championne de l'eau. Quand on voit des gens qui défendent les droits des autochtones, on voit beaucoup de femmes. C'est parce que les femmes sont très liées à la terre et à l'eau. Mme Peltier a été élevée dans le respect des façons de vivre et des enseignements traditionnels, et elle utilise sa plateforme pour représenter et défendre d'autres jeunes filles et femmes, ou pour essayer d'enseigner aux personnes qui ne connaissent pas leur culture ou qui n'y sont pas liées.

L'ambassadrice O'Neill a demandé en quoi son travail sur l'eau, le changement climatique et l'environnement est important pour le maintien de la paix et le maintien d'un grand sentiment de paix au sein de sa communauté. Mme Peltier a expliqué que dans sa culture, nous sommes tous liés, car nous venons tous de l'eau. Nous sommes tous les mêmes, pas différents des autres. C'est là qu'intervient la paix : il n'y a pas de jugement.

Posant la question suivante **aux trois jeunes panélistes**, l'ambassadrice O'Neill a fait remarquer que nous entendons souvent dire que les jeunes sont d'importants « leaders de demain », quand en fait ils sont les leaders d'aujourd'hui. Elle a demandé ce que les membres du réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS (représentants de gouvernements du monde entier et d'organisations multilatérales) doivent savoir ou comprendre, *et faire*, pour que les jeunes, et les jeunes femmes en particulier, participent de manière significative à la prise de décision.

Autumn Peltier a déclaré que nous *devons* vraiment écouter ce que les jeunes femmes ont à dire. Les jeunes ne devraient pas avoir à se lever et à essayer de parler aux personnes plus âgées, aux adultes, aux personnes occupant des postes plus importants, « nous ne devrions pas avoir à élever la voix ». Vous savez qu'il y a un problème lorsque les jeunes doivent se lever et parler pour notre avenir et pour ces questions. Nous devons inclure les jeunes dans la prise de décision, et un conseil de la jeunesse est le meilleur moyen d'inclure les jeunes.

Ledys Sanjuan a répondu que FRIDA pense que les jeunes sont les experts de leurs propres réalités. Dans le cadre de l'octroi de subventions, la décision est donnée aux jeunes féministes et aux jeunes activistes féministes qui en font la demande. FRIDA travaille avec de jeunes militantes féministes qui ont une histoire et des relations de longue date au sein de leur communauté. Ceci est très important pour identifier les groupes à soutenir.

À quoi ressemble le maintien de la paix pour les jeunes féministes? Mme Sanjuan a expliqué qu'il pourrait ne pas s'agir du même type d'efforts qui ont été financés dans le passé. Cela pourrait ressembler à ce dont

parlait Autumn : un changement de culture, le réapprentissage de nos traditions, la défense de nos terres. Tous ces efforts sont des efforts de maintien de la paix, en particulier dans des pays comme la Colombie, où la terre a été un tel détonateur de guerre, et où les femmes, en particulier les jeunes femmes, ont peu accès à la terre.

Mme Sanjuan a ajouté qu'il est important de reconnaître l'âgisme. Les gens regardent les jeunes et semblent choqués si vous parlez anglais ou si vous avez des opinions qui sont prises en compte. Il est important de donner de l'espace aux jeunes, en particulier aux jeunes filles, qui font un activisme incroyable. Nous devrions essayer de comprendre ce qu'ils pensent du paysage politique et prendre leur opinion au sérieux au lieu de leur fournir des solutions. Un autre aspect est d'octroyer un financement flexible. La façon dont beaucoup de jeunes s'organisent aujourd'hui ne relève pas des structures traditionnelles. Les jeunes sont généralement réticents à l'idée d'enregistrer leur organisation, ou d'avoir des conseils d'administration. L'urgence de nos besoins et la multiplicité des modes d'action de notre militantisme ne correspondent pas aux objectifs et aux résultats mesurables qui nous sont imposés par la communauté internationale et la philanthropie traditionnelle.

Nujeen Mustafa a proposé que les efforts se dirigent, en plus d'une participation accrue au processus décisionnel, vers un changement des perceptions sociales du handicap et des femmes handicapées. Nous devrions rendre nos écoles plus diversifiées, encourager l'interaction entre les enfants handicapés et non handicapés dans les écoles. Ainsi, ils pourront voir la personne au-delà du handicap, du fauteuil roulant ou de tout autre obstacle. Dans les médias grand public, on ne voit pas beaucoup d'actrices handicapées. Les jeunes filles devraient pouvoir admirer une femme handicapée et se dire : « Je veux être comme elle ». Il s'agit là d'un élément essentiel du programme pour les femmes, la paix et la sécurité. L'appartenance à une minorité ne devrait jamais être un désavantage pour quiconque, en particulier pour les personnes qui n'ont pas l'air « normal » et qui peuvent avoir des besoins différents de ce qui est habituel.

L'ambassadrice O'Neill a remercié les trois panélistes pour ces suggestions. Elle a ajouté que les jeunes militantes lui ont dit qu'elles étaient parfois mal à l'aise lorsque des personnes plus âgées les interrogeaient, en quête de structure : « Qui est votre président? Où est votre charte? Quand aura lieu la prochaine réunion? Quelles sont les mesures à prendre? Comment vous appelez-vous? Est-ce enregistré quelque part? Avez-vous un numéro d'identification fiscale? » Elle note qu'il est intéressant de savoir non seulement comment amener les jeunes femmes dans les structures décisionnelles, mais aussi d'apprendre comment *nous* pouvons venir *vous* voir et découvrir comment *nous* devons nous adapter.

Afin de donner la parole au public, l'ambassadrice O'Neill a accueilli l'**ambassadrice Rabab Fatima**, représentante permanente du Bangladesh auprès des Nations Unies. En tant que jeune diplomate du Bangladesh, l'ambassadrice Fatima s'est fortement engagée dans des actions de sensibilisation et des négociations pour faire avancer la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aujourd'hui, elle est devenue très optimiste quant à la réalisation du programme pour les FPS. Le programme pour les FPS est au cœur de la mobilisation et de la participation du Bangladesh aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Elle a noté que l'objectif principal de la RCSNU 1325 est la participation des femmes à tous les niveaux du processus de paix, mais nous n'avons pas encore atteint ce degré de participation. L'ambassadrice Fatima a demandé aux panélistes de préciser la *manière dont nous pouvons atteindre l'objectif de la participation des femmes à tous les aspects des processus de paix?*

L'**ambassadrice Victoria Sulimani**, représentante permanente adjointe de la Sierra Leone auprès des Nations Unies, a également été invitée à prendre la parole. La Sierra Leone adopte une approche de la

participation de tous pour renforcer le leadership local, et fait partie des trois pays dans le monde qui ont développé des directives de localisation pour leurs PAN (les deux autres pays sont le Népal et la République démocratique du Congo). La deuxième génération de leur plan d'action national (PAN) reconnaît que l'argent est le principal moteur de tout processus, et les principes de budgétisation tenant compte du genre permettront de garantir un budget réaliste pour la mise en œuvre. Le ministère du Genre ne dirige pas seul la mise en œuvre. Pour mieux reconstruire, nous devons inclure tout le monde : tous les ministères, agences et départements seront impliqués. Le ministère du Développement et de l'Économie dispose d'un plan de développement national à moyen terme qui intègre les questions de genre, les jeunes et les personnes handicapées, y compris les femmes handicapées. L'ambassadrice Sulimani a déclaré que son pays ne sera plus dans la même situation dans 10 ans. La Sierra Leone continuera à participer activement au réseau des coordonnateurs, car c'est là que nous partageons les meilleures pratiques. Personne n'a le monopole de la connaissance.

Les panélistes ont ensuite été invités à répondre à une autre **question du public** : « *Dans le domaine du désarmement, on nous demande souvent "quelle est la valeur des femmes?", mais on ne demande pas la même chose aux hommes. Comment faire évoluer la conversation pour inclure les femmes dans toute leur diversité afin de s'assurer que nous les incluons dans la conversation pour ce qu'elles sont et non pour la façon dont elles ont prouvé leur valeur?* »

La **DPM Nandi-Ndaitwah** a répondu que lorsque nous parlons de désarmement, nous parlons de maintenir la paix – la paix internationale – et les femmes jouent un rôle important. Les femmes doivent faire partie des négociations sur le désarmement. Si vous manquez ce lien critique entre le désarmement et la paix internationale, vous ne parviendrez pas à atteindre vos objectifs. Les femmes doivent être impliquées dans tous les processus qui parlent de paix. Les jeunes ont également des idées plus innovantes sur le désarmement. Il faut absolument les amener à la table pour qu'ils puissent apporter une contribution significative.

La DPM Nandi-Ndaitwah a répondu à la question de l'ambassadrice Fatima sur la manière d'assurer l'inclusion des femmes dans tous les processus de paix. Elle a déclaré que nous avons besoin d'une importante masse de volonté politique et de volonté de prendre des risques. Par exemple, la Namibie a pris le risque d'envoyer un contingent composé à 100 % de femmes soldats pour le maintien de la paix au Darfour. En conséquence, les femmes du Darfour se sentent plus en sécurité avec les femmes soldats de la paix de l'ONU. Mais beaucoup s'inquiètent du risque que représente l'envoi de femmes au Darfour. Lorsqu'on soutient le développement du leadership pour faire ressortir le potentiel des jeunes femmes et des jeunes filles, celles-ci sont encouragées à prendre des décisions pour leur carrière, et cela peut inclure le maintien de la paix.

Le **ministre Champagne** a fait remarquer qu'il est important pour nous de passer du « pourquoi » au « comment ». Il a déclaré qu'il était étonnant qu'en 2020, nous discutons encore de ces questions : « pourquoi avons-nous besoin des femmes », « pourquoi avons-nous besoin des jeunes », « pourquoi avons-nous besoin de diversité dans nos prises de décision »? Il a fait remarquer que la diversité est l'un des meilleurs moyens d'obtenir de meilleurs résultats. Le ministre a observé que Nujeen, Autumn et Ledys montrent comment une personne peut faire toute la différence, inspirer et motiver. Comme exemple du « comment », le programme pour les FPS fait une différence. Le ministre a raconté que lors d'une visite à la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), le commandant lui a dit que le contingent féminin de maintien de la paix n'est peut-être pas le plus gros, mais c'est celui qui fait la plus grande différence dans

la mission. Le ministre Champagne a également indiqué qu'au Canada, toutes les décisions du Cabinet du gouvernement fédéral sont fondées sur une analyse comparative entre les sexes, y compris en matière de politique fiscale. Plus nous parviendrons à créer des changements structurels et systémiques réels, plus ces changements seront permanents.

L'**ambassadrice O'Neill** a terminé le programme en demandant un dernier commentaire à chacune des jeunes femmes panélistes. **Nujeen Mustafa** a exprimé son espoir qu'un jour le monde comprendra que rien, qu'aucun problème, ne peut être résolu sans la participation des femmes. L'égalité, l'égalité des genres, la diversité ou l'inclusion ne sont pas des faveurs que nous demandons : ce sont des droits de la personne. **Autumn Peltier** a souligné que le site doit être utilisé en priorité dans les pays et les communautés qui en ont le plus besoin. Il ne s'agit pas seulement d'une question concernant les Premières Nations ou le Canada : il y a une crise mondiale de l'eau. **Ledys Sanjuan**, faisant référence au mouvement Black Lives Matter, a exprimé sa préoccupation quant au fait que la police et les forces armées sont surfinancées par rapport au sous-investissement dans l'augmentation des possibilités économiques. Mme Sanujan a également fait remarquer que les réponses collectives basées sur des mouvements collectifs de base changent réellement le monde. Même si les gens ne veulent pas reconnaître comment les jeunes féministes changent le monde, et même si ce sont les mouvements les moins financés, ce sont les mouvements qui créent des solutions différentes incroyables. Elles continueront à le faire avec les ressources dont elles disposent, mais Mme Sanujan a demandé un soutien réel de la communauté internationale pour les efforts de maintien de la paix des jeunes féministes.

Carolina Ache, vice-ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, lors de la clôture de ce dialogue, a souligné le rôle important de ce réseau de coordonnateurs, qui constitue un espace faisant autorité pour promouvoir la participation des femmes à la mise en œuvre de ce programme. Elle a souligné qu'il était temps de faire la paix et de passer de la rhétorique à l'action, ce qui nécessitera de la créativité, de l'enthousiasme et de l'énergie novatrice de la part des femmes, afin de jeter les bases du monde sûr, pacifique et solidaire dont nous avons besoin.

L'**ambassadrice O'Neill** a remercié tous les panélistes et, pour conclure, a demandé à tous les participants de réfléchir à la question qu'elle a posée au début. Dans dix ans, les femmes, dans toute leur diversité, auront-elles plus, autant ou moins d'accès à leurs droits? Si *c'est plus*, de quelles conditions cela dépend-il et comment nous assurons-nous que ces conditions sont en place? Si *c'est moins ou la même chose*, que devons-nous changer? Demandons-nous qui doit être à nos côtés pour que nous y arrivions, ou dans de nombreux cas devant nous. Qui devons-nous soutenir dans la perspective des dix prochaines années?

FIN//

Contexte

Le réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, les femmes, la paix et la sécurité (le réseau) a été lancé en septembre 2016 comme forum exceptionnel pour des représentants nationaux et régionaux (les coordonnateurs) afin de partager leurs meilleures pratiques et les leçons apprises dans le programme pour les FPS. Le réseau compte 87 membres issus d'États membres des Nations Unies et d'organisations régionales. Les coordonnateurs sont responsables de la mise en œuvre du programme pour les FPS au sein de leurs gouvernements et organisations régionales respectifs. Les Nations Unies et la société civile jouent également un rôle actif dans le réseau. Le Canada et l'Uruguay sont les coprésidents du réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS pour 2020, 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la première de ses 10 résolutions qui

forment le programme pour les FPS. Compte tenu de l'impact mondial de la pandémie de la COVID-19, la réunion annuelle du réseau qui a normalement lieu dans une capitale et qui était prévue à Ottawa en mai 2020 a été transformée en une série de rencontres en ligne au cours du printemps, de l'été et de l'automne 2020. La première réunion a eu lieu en mai et s'est concentrée sur la mise en œuvre du programme pour les FPS pendant la pandémie de COVID-19. D'autres réunions en ligne des coordonnateurs en 2020 porteront sur deux thèmes principaux pour les discussions du réseau de cette année : le soutien et la protection des femmes qui œuvrent pour la paix, et le pouvoir des plans d'action nationaux axés sur l'impact.



Ce symbole d'amitié célèbre le partenariat entre le Canada et l'Uruguay en tant que coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS en 2020 et représente l'esprit de collaboration et de coopération. Conçu par le graphiste uruguayen Gabriel Benderski, le symbole s'inspire également de la plante en fleur du nom de quatre-temps, que l'on trouve dans toutes les régions du Canada, ainsi que de la palette de couleurs combinées des drapeaux nationaux du Canada et de l'Uruguay.